

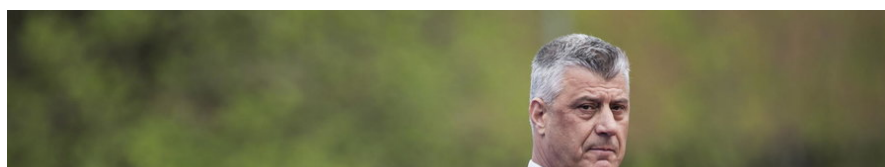
# LE TEMPS

JUSTICE PÉNALE INTERNATIONALE

## Avec l'inculpation de Hashim Thaçi, un «accord final» sur le Kosovo est compromis



L'actuel chef de l'Etat kosovar a été inculpé mercredi par les cours spécialisées de La Haye pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Créées après l'échec du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie ainsi qu'après la publication d'un rapport accablant de Dick Marty, ces cours accusent Thaçi et son bras droit, Kadri Veseli, d'avoir commis des crimes contre des centaines de civils albanais, serbes ou roms





epa08506268 (FILE) President of the Republic of Kosovo Hashim Thaci during the inauguration



### **Jean-Arnault Dérens, Belgrade**

Publié mercredi 24

C'est un coup de théâtre qui secoue le Kosovo et tous les Balkans. Hashim Thaçi et son bras droit, Kadri Veseli, sont accusés de «crimes de guerre et crimes contre l'humanité, y compris le meurtre, la disparition forcée, la persécution et la torture».

L'acte d'accusation publié mercredi après-midi par les cours spécialisées pour les crimes de guerre de La Haye fait état du meurtre d'une centaine de personnes, «des Albanais du Kosovo, des Serbes, des Roms et des personnes d'autres nationalités, des opposants

politiques, dont les noms sont connus par l'accusation». L'acte stipule également que les deux accusés ont mené une campagne de diffamation contre le tribunal, «montrant ainsi qu'ils font passer leurs intérêts privés avant ceux des victimes, le respect de l'Etat de droit et les intérêts du peuple entier du Kosovo».

**Lire:** Elections au Kosovo: Hashim Thaçi, le «commandant Serpent» seul contre tous

### **Le rôle de Dick Marty**

La création des cours spécialisées est la conséquence du retentissant rapport réalisé en 2010 par le sénateur suisse Dick Marty pour le Conseil de l'Europe, qui avait révélé les

suspensions de crimes pesant sur les dirigeants de l'ancienne guérilla de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), dont Hashim Thaçi était le porte-parole. Durant la guerre contre la Serbie et après celle-ci, la guérilla aurait kidnappé, torturé et souvent assassiné des opposants

politiques albanais. Elle aurait également tué de nombreux civils serbes ou roms, dont certains auraient pu alimenter un trafic d'organes.

**Voir aussi l'interview** que Hashim Thaçi, alors vice-premier ministre, avait accordée au Temps en... Iowa en 2016

La création des cours spécialisées était aussi la conséquence de l'échec du Tribunal pénal international (TPIY), qui a acquitté quasiment tous les anciens combattants de la guérilla déférés devant lui, notamment l'ancien commandant et ancien premier ministre Ramush Haradinaj: de nombreux témoins ont en effet été assassinés ou se sont rétractés devant le tribunal. Pour sa part, Ramush Haradinaj a de nouveau été entendu par les cours spécialisées en juillet 2019, ce qui l'avait amené à démissionner de sa charge de premier ministre.

**Lire aussi:** Le Kosovo se dote d'une armée et fâche la Serbie

à une année et faire la police

## Sommet de Washington incertain

Cinq ans après leur création, les cours ont entendu des centaines de suspects, mais n'avaient encore délivré aucun acte d'accusation. Alors que certains craignaient qu'elles ne s'attaquent qu'à des «petits poissons», elles ont choisi de frapper très haut. Hashim Thaçi préside depuis 2016 la République du Kosovo, tandis que Kadri Veseli, chef du Parti démocratique du Kosovo, est l'ancien chef des «services secrets» de la guérilla. A ce titre,

on le soupçonne d'avoir joué un rôle particulièrement important dans l'élimination des «traîtres», en l'occurrence le plus souvent des cadres de la faction albanaise rivale, la Ligue démocratique du Kosovo (LDK) d'Ibrahim Rugova.

**Sur nos blogs:** La Suisse soutient le Tribunal des crimes de guerre du Kosovo menacé de disparition

Lorsque l'acte d'accusation a été

### Autres articles sur le thème

#### OPINION A

**Accusation de Hashim Thaçi: une justice à deux vitesses?**

**JUSTICE** Suicide en détention: la Suisse condamnée pour violation de la CEDH

**VENEZUELA** Nicolas Maduro donne un ultimatum à l'ambassadrice de l'Union européenne

Lorsque l'acte d'accusation a été rendu public, Hashim Thaçi s'apprêtait à se rendre à Washington, où il devait participer à une rencontre avec son homologue serbe, Aleksandar Vucic. Les deux chefs d'Etat sont engagés dans un processus de négociations directes, parallèlement au «dialogue» mené entre Belgrade et Pristina sous l'égide de l'Union européenne. La rencontre de samedi, négociée par Richard Grenell, l'émissaire spécial du président Trump pour le Kosovo,

était présentée comme une étape essentielle dans la conclusion d'un «accord final» avec la Serbie. Le maintien de cette rencontre est désormais incertain, même si, peu avant 19h, Richard Grenell a annoncé sur Twitter qu'elle aurait bien lieu, mais que le Kosovo serait représenté par son premier ministre, Avdullah Hoti.

On ignorait encore, mercredi soir, quelle serait la réaction de Hashim Thaçi. S'il choisit de démissionner de sa charge, cela entraînerait automatiquement la

convocation de nouvelles élections législatives au Kosovo, le président étant élu par le parlement, alors que les Etats-Unis ont fortement pesé en faveur du renversement du gouvernement d'Albin Kurti, le 25 mars dernier, en pleine pandémie, et de son remplacement par un cabinet conduit par la LDK, jugé «illégitime» par beaucoup au Kosovo. Le mouvement

Vetëvendosje et de nombreuses figures de la société civile réclament en effet de nouvelles élections. Le scénario d'un accord rapide avec la Serbie est ~~en tout cas bien compromis.~~

## **Vous faites partie de nos lecteurs et nous aimerions connaître votre avis.**



Aidez-nous à améliorer notre offre et la qualité de nos services en répondant à ce court questionnaire.

JE RÉPONDS

LE TEMPS